



REGARDS

SOCIÉTÉ
JUN 2021 | N°107

COHÉSION SOCIALE ET COVID-19

Des quartiers solidaires et innovants

La crise sanitaire est une période inédite qui amène chacun à porter un regard neuf sur son environnement, son quotidien et son futur. Quelles résonances a-t-elle sur les habitants des quartiers prioritaires ? Et si au-delà de l'aggravation des difficultés qu'elle a créées, elle était aussi un révélateur de la force de ces territoires : une solidarité exemplaire et une grande inventivité.

Pour les 5 millions d'habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) la crise a été intense. La situation dans les 59 quartiers prioritaires de la métropole d'Aix-Marseille-Provence ne fait pas exception. Leurs 300 000 habitants ont subi, plus que leurs concitoyens, la crise avec dureté, rajoutant aux difficultés du quotidien celles de l'inattendu, adossant ainsi à leur précarité une nouvelle forme de vulnérabilité. Face à cela, plus qu'ailleurs, sur ces territoires où les mécanismes de résilience étaient déjà à l'œuvre, des élans de solidarité et d'innovation sociale ont été activés.

Avec cette publication, l'Agam porte un regard sur la crise sanitaire dans les quartiers prioritaires et s'interroge sur les enseignements à en tirer. Dans un contexte où la relance est au cœur de toutes les actions, où des politiques publiques dont les contrats de ville, s'élaborent, quels bénéfices tirer des enseignements de la crise ?



ÉDITORIAL



Nous n'avons pas encore assez de recul pour tirer tous les enseignements de la crise sanitaire qui à ce jour n'a pas encore complètement rendu les armes.

Mais l'on sait déjà que parmi les éléments « positifs », les questions de localisme, proximité, souplesse, agilité, adaptation, solidarité sortent gagnantes de ce combat a priori inégal.

Si l'on s'intéresse de plus près à la solidarité, on a pu observer qu'elle s'est exprimée de différentes façons et qu'elle a concerné bien des secteurs et bien des territoires. Les secteurs concernés par la politique de la ville en ont fourni un certain nombre d'illustrations, malgré des fragilités qui restent importantes.

Et cela dans bien des domaines, comme l'entraide informelle, la garde d'enfants, la résistance de l'entrepreneuriat avec ça et là des initiatives très prometteuses comme celle de Synergie Family qui a investi les anciens locaux de Ricard à Sainte-Marthe.

L'heure est aujourd'hui à la sortie de la crise sanitaire et les quartiers de la politique de la ville restent très en attente des mesures de relance qui les concernent et qui touchent un large spectre de préoccupations et de besoins.

AURE-AGNÈS CARADEC

Présidente de l'Agam

DES MÉCANISMES DE SOLIDARITÉ PRÉ EXISTANTS À LA CRISE SANITAIRE

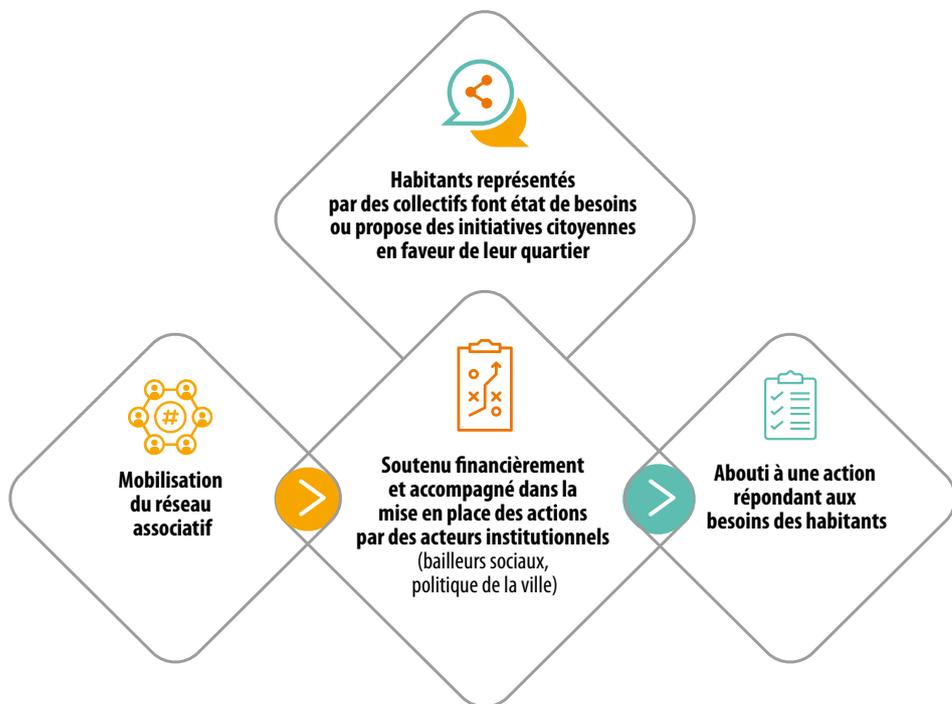
Identifiés sur la base de la concentration de pauvreté, les habitants des quartiers prioritaires connaissent de nombreuses difficultés qui les inscrivent en rupture sociale et économique. Ils connaissent ainsi des problématiques d'accès à l'emploi (avec un taux d'emploi de 44% contre 59% pour la métropole Aix-Marseille-Provence), d'accès à la formation ce qui tend à les orienter vers des parcours moins linéaires et plus précaires (la part des emplois salariés précaires des habitants des QPV est de 18% contre 14% pour AMP), moins rémunérateurs (entre 15% et 34% des ménages imposés contre 55% sur l'ensemble d'AMP). Face à ces multiples formes de précarité, les habitants des QPV sont éprouvés par la résilience. L'inventivité peut alors compenser certaines difficultés rencontrées et mener à la mise en place d'un système d'entraide informel qui touche différents besoins : de la garde d'enfants en passant par l'échange de savoir-faire (bricolage, informatique...) et de ressources (wifi, matériel...) vers le développement de contres systèmes tels que le troc ou des prêts entre groupes de particuliers, l'échange d'appartements. L'intelligence « pratique » ainsi développée par nécessité joue en plein et s'érige en système de résilience à part entière. Ce système est soutenu

et alimente un réseau associatif plus dense qu'ailleurs. Dans les quartiers prioritaires de la métropole d'Aix-Marseille-Provence, 17,5 associations pour 1 000 habitants sont présentes dans les périmètres des QPV alors que ce taux est de 9 associations pour 1 000 habitants au niveau national. Cela représente un levier important pour ces territoires. Il est également le socle d'une expression habitante unique qui le dépasse et s'accompagne de nombreuses initiatives. De ce tissu associatif émergent des implications et des revendications fortes de la part des habitants de ces quartiers. Les « quartiers » font donc preuve de savoir-faire spécifiques transmis par l'expérience collective et individuelle. Ils s'accompagnent de processus d'apprentissage hors des canaux traditionnels. Des micro-systèmes économiques et d'emploi émergent. Il s'agit là de processus de régulations économiques et sociales qui se mettent en place « par nécessité » et qui génèrent une certaine expérience des frictions sociales et de leur régulation. En soutien à ce tissu dense d'acteurs bien souvent endogènes à ces territoires, les acteurs de la politique de la ville favorisent l'émergence d'initiatives citoyennes. En effet, la politique de la ville n'est pas qu'un vecteur de subven-

tions pour lutter contre la précarité, c'est aussi, et avant tout, un stimulateur d'initiatives, de lien social permettant d'ap-

porter des solutions techniques et financières à des besoins concrets recensés sur ces territoires.

DÉCRYPTAGE DES MÉCANISMES DE SOLIDARITÉ



... QUI SE SONT DÉVELOPPÉS ET ACCÉLÉRÉS PENDANT LA CRISE SANITAIRE

La crise sanitaire a augmenté la fragilité des habitants des quartiers prioritaires et de fait les inégalités. Cette accentuation est certes très problématique et a nécessité une intervention de la part des pouvoirs publics (soutiens et aides financières supplémentaires des collectivités et des associations déjà présentes sur ces secteurs), mais elle a aussi permis, par nécessité, de voir apparaître de nouvelles formes d'innovation sociale. Cette situation inédite a engendré une triple réaction.

Des quartiers en état d'urgence, des citoyens et acteurs sur le pont :

la situation exceptionnelle engendrée par la crise sanitaire et surtout sociale pour ces quartiers s'est mutée en un état

d'urgence. Propice au développement d'un système solidaire informel, à la mobilisation « du droit commun » et de tous les réseaux locaux, pour répondre aux besoins primaires des habitants (alimentation, aide aux documents administratifs, lutte contre le décrochage scolaire et contre la fracture numérique...) des chaînes de solidarité sans précédent se sont mises en place. Les contraintes du confinement qui s'ajoutent à celles du quotidien ont abouti à la nécessité d'actions pour tendre vers le supportable. Instaurées en urgence par les citoyens, ces initiatives ont été par la suite confortées par les pouvoirs publics (colis alimentaires, produits de premières nécessités...).

REPÈRES



59

C'EST LE NOMBRE DE QPV sur la métropole Aix-Marseille-Provence

Cela concerne



300 000 HABITANTS



17,5 ASSOCIATIONS

POUR 1 000 HABITANTS

au sein des QPV d'AMP contre

9

associations pour 1 000 habitants au niveau national



Les QPV d'AMP connaissent **UN TAUX D'EMPLOI PRÉCAIRES DE PRÈS DE 20% CONTRE 14%** sur l'ensemble d'AMP



► **Situation hors normes, actions hors cadres :**

face à ce degré de crise et cette situation inédite, la dérèglementation a été le maître mot. Ce qui apparaît être une difficulté récurrente dans l'intervention centrée sur les quartiers prioritaires, mobiliser au-delà des seuls intéressés, est devenu une évidence pour chacun. Cela s'est également traduit par la transgression des règles justifiée par l'urgence. C'est par exemple le cas pour la réquisition de l'ancien fast food Mc Donald's de Saint-Barthélémy (14^e arrondissement), placé en liquidation judiciaire en décembre 2019 et investi par un collectif d'habitants.

Ainsi, les partenaires de la politique de la ville ont connu durant le 1^{er} confinement des nécessités d'adaptation du « cadre » administratif et réglementaire d'intervention afin de répondre au mieux aux besoins spécifiques des habitants des quartiers prioritaires en allant au-delà de leurs propres limites institutionnelles.

► **La proximité au cœur des réponses à la crise :**

la contrainte géographique et le repli sur soi sont des constats souvent faits lorsqu'est abordée la question des quartiers prioritaires. Dans le cas présent, les habitants de ces quartiers ont fait preuve d'ingéniosité pour tendre vers une redécouverte de la proximité qui conforte les leviers de la mobilisation et du développement du local (associatif, circuit court, valorisation des compétences locales et de chacun...). A ce titre, il n'est pas rare à travers les divers exemples nationaux mais aussi locaux de voir apparaître de manière très concrète une véritable mise en place d'économies circulaires. Cette tendance n'est pas nouvelle mais elle s'est accélérée fortement ces dix dernières années et encore plus avec la crise de la Covid-19.

PAROLES D'ACTEUR

« NOUS AVONS ASSISTÉ
À UNE TRÈS FORTE
MOBILISATION »



Laurent CHOUKROUN

Directeur général de Synergie Family
et co-fondateur de l'Épopée

La résilience et la solidarité des quartiers de Marseille pendant la crise sanitaire ont été impressionnantes. L'économie de la débrouille, pré existante dans ces quartiers est une véritable compétence en temps de crise. Marseille peut être fière de ses habitants et de ses jeunes. Nous avons assisté à une très forte mobilisation des habitants, des entreprises locales et des associations. Des initiatives ont été lancées, des actions déployées qui n'auraient pas été si rapides hors crise. Elles perdurent encore aujourd'hui. Je pense évidemment à l'Après-M, un exemple emblématique de cette solidarité dans les quartiers pendant la crise, qui réussit à se pérenniser et qui pourrait même se dupliquer au-delà de Marseille. De notre côté, nous sommes évidemment beaucoup intervenus sur le sujet de l'éducation pendant cette crise à travers les différents programmes de Synergie Family. De nombreuses entreprises locales ont voulu lancer des actions solidaires. Par exemple, Orange est venue nous voir au moment de la crise car ils voulaient agir et utiliser Orange Vélodrome pendant l'été pour les jeunes des quartiers. Nous avons alors lancé l'« OV School », un programme ludique d'ap-

prentissage à impact positif sur l'éducation. C'est encore l'exemple d'un projet inventé en contexte de crise qui perdure, puisque, l'« OV School » sera aussi présente à l'été 2021. Les équipes des collectivités ont fait tout leur possible pour faire preuve d'agilité pendant la crise. En parallèle, de très belles initiatives privées au service de l'intérêt général ont été menées. Je pense qu'il est important de s'en servir pour inventer de nouvelles façons de créer de la cohésion sociale. C'est ce que nous essayons de faire à travers l'Épopée, village d'innovation éducative et sociale implanté dans les anciens locaux de Ricard à Sainte-Marthe (13014). Nous avons voulu nous implanter ici et poursuivre l'histoire forte qui existe entre ce site emblématique et les habitants du quartier. Rare sont les personnes de Sainte-Marthe qui n'ont pas été en lien avec Ricard. Nous avons à cœur de mettre en lien les talents et les territoires. L'Épopée vise à révéler ses talents nombreux dans les quartiers et à créer des rencontres en les habitants et d'autres profils. Mélanger les profils, créer une mixité, c'est aussi l'objectif de projet !



EXEMPLES LOCAUX

► **L'Après M** : suite à la réquisition lors du premier confinement par d'anciens salariés avec le soutien des riverains et de nombreuses associations, le fast-food social est devenu le centre d'un projet conjuguant banque alimentaire et lieu d'insertion professionnelle à l'échelle des quartiers nord de la ville de Marseille. Les bénévoles distribuent 3 500 colis par semaine, permettant de nourrir près de 14 000 personnes. L'association constituée lors de la crise sanitaire poursuit ses ambitions et souhaite trouver une entente avec le groupe Mc Donald's France (propriétaire des lieux) afin de créer un restaurant d'insertion et d'application et une plateforme d'accueil pour les associations.

► **Bassens avec l'association des femmes de la cité** : femmes qui ont fortement soutenu des initiatives d'entre aide au sein du quartier. Aide aux devoirs, collectes de denrées alimentaires, habits, jouets pour les enfants, appui administratif. Une nouvelle forme de militantisme apparait, de manière non officielle, organisée spontanément pour répondre à l'urgence collective.

► **Association « Avec nous » qui a initié l'opération « Partage ton Wi-Fi »**, ainsi que la mise en place d'un crowdfunding et de Padlet participatifs permettant aux familles de garder des liens sociaux et de partager des idées, créations, recettes tout en ayant des informations du centre social. En effet, la rupture numérique a fortement impacté les personnes les plus fragiles à la fois en matière de liens sociaux mais aussi de rupture scolaire. Ces initiatives s'inscrivent par ailleurs dans la continuité des Fablab créés en 2019 et 2020 respectivement dans les quartiers des Flamants et du Clos la Rose qui proposent aux jeunes de 16 à 25 ans en situation de décrochage scolaire, une formation d'initiation aux métiers du numérique mais aussi de l'aide pour les démarches administratives qui sont de plus en plus dématérialisées, le tout porté par un collectif d'habitant fortement impliqué.

► **Association fruits et légumes solidarité**. En partenariat avec la Banque alimentaire des Bouches-du-Rhône, cette association prépare, cuisine et conditionne les dons, surplus ou invendus pour les remettre dans le circuit solidaire à destination des plus démunis. Elle est localisée au sein même du Marché d'Intérêt National (M.I.N.) de la Métropole Aix-Marseille-Provence (Arnavaux).

LES QUARTIERS PRIORITAIRES DUREMENT TOUCHÉS PAR LA CRISE SANITAIRE RUPTURE SOCIALE



Rupture sociale

- Moins de lieux d'échanges sociaux et de sociabilisation (lieux culturels, espaces publics de qualité...).
- Les fermetures des écoles, centres aérés et associations ont accentué ce sentiment de perte de liens sociaux.



Décrochage scolaire

- La fermeture des établissements scolaires a accentué le décrochage scolaire :

- sur occupation des logements (4% des résidences principales en sur-occupation lourde dans les QPV contre 1,5% sur l'ensemble de la Métropole Aix-Marseille-Provence) ;
- manque de matériel informatique et / ou non accès à internet.



Précarité financière

- Recours massif au chômage partiel + perte d'emploi.
- Des charges augmentées (repas par ex.).



Mais des emplois précaires « essentiels » et reconsidérés

- Des emplois précaires plus visibles car « essentiels » : caissiers, aides-soignantes, agents d'entretien, éboueurs, livreurs.
- Au-delà de la reconnaissance citoyenne (applaudissements, hommages sur les réseaux sociaux...), le confinement a laissé entrevoir une reconsidération des personnes qui occupent ces emplois.



ET APRÈS, QUELLES OPPORTUNITÉS DE RAPPROCHEMENT DES QUARTIERS AVEC LE MONDE POST-COVID ?

Comment porter un regard inversé, renouvelé par notre expérience de la crise ? Certains freins spécifiques que connaissent les habitants des QPV au quotidien se sont transposés à la quasi-totalité du pays durant les deux confinements de 2020 et les couvre-feux successifs. Il s'agit par exemple d'une moindre mobilité quotidienne induite par la limitation des déplacements, des accès à des commerces et services rendus complexes ou limités, des difficultés d'accès à l'instruction mais aussi aux soins.

La promiscuité de l'habitat, sans échappatoire, est aussi une des difficultés pour les habitants des quartiers prioritaires qui s'est transposée dans le quotidien d'une large partie de la population. Comme le décrit l'écrivaine Brigitte Giraud dans une tribune du Monde datée du 9 mai 2020, être confiné ne vaut que si l'on peut parler d'un « chez-soi ». En prenant exemple sur sa propre expérience en tant qu'enfant ayant grandi dans la banlieue lyonnaise, elle expose ainsi cette nécessité d'évasion de l'habitat pour ces habitants : « Il n'avait pas d'endroit pour étudier, ni pour me recevoir, ni pour écouter de la musique. Nous trouvions notre salut dehors, sur des bancs, dans des terrains vagues, comme tous les jeunes de la cité. Dedans était impensable, c'était l'asphyxie, les stratégies d'évitement, les conflits plus

ou moins larvés ». Là encore, de nombreux habitants de grandes villes se sont retrouvés dans une situation similaire à celle décrite ci-dessus où la promiscuité et l'absence d'espace extérieur ont conduit à une prise de conscience sur la nécessité de changer de modèle d'habiter et de vivre la ville, surtout dans le cadre de la généralisation du télétravail.

Une crise qui aura permis de réévaluer les besoins essentiels

Alors, quelles leçons en tirer ? Il est complexe, avec si peu de recul, la crise sanitaire étant toujours d'actualité et la crise économique montrant ses premiers signes, de porter un regard distancié sur la situation. Si celle-ci appelle plus d'interrogations que de réponses, plusieurs points névralgiques apparaissent : réviser notre grille d'évaluation de l'essentiel, considérer les quartiers prioritaires comme des laboratoires de l'innovation solidaire... Au regard de ces constats, quelle politique de la ville est envisageable pour demain ?

LES « NOUVEAUX » BESOINS PRIMAIRES RÉVÉLÉS PAR LA CRISE : UN DÉFI POUR L'AVENIR DE LA POLITIQUE DE COHÉSION SOCIALE

► Un nouveau point de vue sur la santé

La crise a révélé nos fragilités. Dans les QPV elle a souligné que ce qui paraît acquis pour tous ne l'est pas toujours. La crise sanitaire a rappelé à chacun l'importance de prendre soin de soi mais aussi des autres ainsi que des plus fragiles. La réponse à ce besoin prend plusieurs formes. Pour les habitants des QPV, cela se traduit en premier lieu à travers le sujet de l'alimentation. Besoin de première nécessité qui semblait accessible à tous, la crise sanitaire a révélé la fragilité de l'accès à l'alimentation pour les plus modestes : la nourriture a manqué et ce sont les réseaux de solidarité et la réaction institutionnelle en urgence qui ont permis de répondre aux besoins et ce en sortant du cadre. Post crise, cela pointe à nouveau la nécessité d'une politique alimentaire locale et abordable. L'agriculture urbaine, les jardins partagés, les circuits courts, les réseaux de distribution sont plus que jamais au cœur du sujet.

L'accès à la santé est aussi une priorité qui, avant la crise sanitaire était déjà source de difficultés pour les habitants.

Avec la crise, les inégalités sont apparues plus criantes en termes de difficulté d'accès aux soins mais aussi plus largement de pratiques (recours aux urgences, ...). Il ne s'agit pas uniquement d'une question de santé mais aussi du maillage de proximité d'équipements, de professionnels de santé, généralistes, spécialistes et de l'offre sanitaire et sociale. En effet, les déserts médicaux ne concernent pas uniquement les territoires ruraux les plus éloignés des centres urbains. La situation des quartiers prioritaires est très souvent proche du désert médical. De manière plus générale, l'offre de services est parfois déséquilibrée. Cela interpelle quant à la place de la santé au cœur du projet des « Quartiers ». Si elle est un sujet historiquement portée par la politique de la ville, l'approche des problématiques de santé reste limitée, parfois en recherche de légitimité et peu intégrée dans une dimension plus large de l'accès : financièrement, psychologiquement, géographiquement, culturellement ...

Cette crise nous a aussi rappelé que la santé passe par le lien social : veiller sur, soutenir, inciter... Comment favoriser celui-ci, faciliter la rencontre, l'échange... L'espace public est ici un enjeu au regard de cette thématique. Comme évoqué ci-dessus, l'espace de vie des personnes ne peut plus se limiter à l'espace « logement », surtout dans des milieux urbains très denses comme cela est souvent le cas dans ces quartiers. Repenser la frontière entre le logement et l'extérieur est aussi un enjeu pour l'habitat de demain afin de proposer des espaces de respiration pour les habitants (espaces communs au sein ou en dehors du bâti, espaces publics de qualité, lieux facilitant le lien social...).

► **De la mobilité aux parcours : un sujet central pour les futurs contrats**

Si, avec les restrictions, l'enjeu de la mobilité est apparu avec particulièrement d'acuité pendant le confinement, celui des parcours s'affirme comme un enjeu pour la période post crise. Contrainte en temps et en distance mais aussi sur les motifs de déplacement, l'absence de mobilité a aussi paralysé les parcours.

UN PLAN DE RELANCE NATIONAL NÉCESSAIRE MAIS DEVANT ÊTRE COMPLÉTÉ PAR DES PLANS LOCAUX

Afin de pallier aux impacts économiques et sociaux de la crise que nous traversons depuis près d'un an, le gouvernement a mis en place un plan de relance national présenté en septembre 2020. Ce dernier contient un conséquent volet sur la Cohésion, représentant 36 milliards d'euros sur les 100 milliards du plan de relance. Ce plan de relance porte des actions aux impacts potentiels forts notamment de l'accès à l'emploi en faveur des jeunes.

Il se distingue sur le fait qu'il ne cible pas ou peu les quartiers prioritaires, sortant ainsi de la vision de sectorisation telle qu'elle est appliquée jusqu'à présent afin de viser la solidarité et la cohésion via plusieurs moteurs.

Cela s'est traduit par une accentuation des freins que connaissent déjà les habitants des quartiers. Avec la paralysie générale, les parcours résidentiels, qui s'avèrent fortement limités pour les habitants des QPV ont été gelés. Les parcours professionnels et scolaires ont eux aussi été pour partie suspendus voire dégradés. Ces quelques exemples rappellent à quel point le « parcours », qu'il soit géographique, professionnel ou résidentiel est un enjeu particulièrement

Deux actions sont directement prévues pour le soutien aux personnes précaires pour un total de 800 M € à savoir le soutien aux associations d'aide aux personnes vulnérables et développement de l'hébergement d'urgence. En effet, les Bouches-du-Rhône, au même titre que l'Île-de-France et le Rhône, sont prioritaires du fait de la forte tension de ces zones.

Au niveau local, la Métropole a délibéré en Conseil Métropolitain en date du 31 juillet 2020 sur son plan de relance « AMP 2R - La Relance et le Renouveau d'Aix-Marseille-Provence ». Huit grands chantiers sont ciblés dont un visant à retisser le lien social, résorber les fractures (sociales, territoriales, numériques), et agir par l'éducation et l'insertion pour donner à chacun sa chance. Cette priorité ambitionne une métropole plus inclusive et porteuse de perspective pour les populations les plus fragilisées par la crise. Ces deux plans de relance sont des signaux forts envers la cohésion sociale qui permettront la mise en place d'actions concrètes en faveur des personnes les plus fragiles du territoire.

crucial pour les habitants des QPV et qu'il transcende les limites de ces quartiers. Avec les conséquences économiques de cette crise sanitaire, l'enjeu des parcours va se révéler avec encore plus d'acuité. Cela pose la question de la capacité de la politique de la ville à accompagner les habitants sur ce volet et ce, dans une acceptation large : à toutes les échelles territoriales et sur tous les sujets.



En effet, seule, la politique de la ville n'est peut-être pas en capacité de venir à bout de cette mission, ce qui laisse présager d'élargir le prisme et considérer la mobilité dans sa globalité. Cela passe par une plus concrète inscription des « Quartiers » dans les autres politiques publiques mais également par une approche moins centrée sur le « quartier » et davantage sur les dynamiques qui le transforment.

► **Transcender le cadre : la politique de la ville fait son « off »**

Il subsiste un enjeu à dépasser les limites fixées par le cadre réglementaire dans la continuité de ce qui s'est passé pendant la crise en prenant en compte et en gérant ces transgressions pour donner aux habitants davantage les moyens de se saisir de leur destin. Il s'agit là d'une logique d'empowerment pour les habitants des QPV, à savoir le fait d'accompagner les habitants dans leur propre structuration de réseau. Ainsi, la notion de capacitation des habitants des quartiers prioritaires pourrait être une piste pour les futurs contrats de ville en laissant plus de souplesse quant aux initiatives citoyennes et d'avantages d'accompagnements pour faciliter les actions qui en découlent (via des lignes budgétaires spécifiques ciblées pour les actions émergentes venant des habitants).

VERS UN RENOUVEAU DE LA POLITIQUE DE LA VILLE ?

Ainsi, comment la politique de la ville peut-elle se réinventer, au-delà des quartiers ? Les remises en question vis-à-vis de la politique de la ville sont nombreuses et anciennes, presque autant que cette politique. Les résultats observés au regard des investissements réalisés depuis plus de quatre décennies sont assez régulièrement questionnés à l'image de l'enquête menée récemment par la Cour des comptes.

Dans le cadre du futur contrat de ville, qui devrait remplacer en 2023 les six contrats de ville couvrant la Métropole et régissant la politique de la ville, la réponse aux besoins les plus urgents des populations des territoires connaissant le plus de précarité (les actuels QPV) constituera là encore un des enjeux majeurs. Toutefois, l'allègement des cadres institutionnels qui constituent ces interventions pourrait être une bonne piste de travail pour la rédaction de cette future politique publique de la Métropole. A travers les nombreux exemples cités, nous constatons qu'efficacité et initiatives citoyennes spontanées sont loin d'être antinomiques, bien au contraire, laissant présager une nouvelle façon de concevoir les interventions sur ces territoires.

Enfin, ces émergences d'initiatives et la spontanéité d'intervention que cela a entraîné constitue des exemples de démarches qui peuvent être reproduites partout, pas uniquement au sein des quartiers prioritaires et ainsi concevoir la politique de cohésion sociale vers une logique plus systémique et moins territoriale.

POUR EN SAVOIR PLUS

ÉTUDES AGAM

- **Regards de l'Agam n° 52 - Une politique de la ville métropolitaine – Août 2016**
- **Regards de l'Agam n° 36 - habitat : politique de la ville - Quels sont les enjeux de la réforme ? – Juillet 2015**
- **État initial de l'observatoire des quartiers de la Politique de la ville - Contrat de ville de Marseille Provence – Novembre 2017**
- **Quelles pratiques sportives au sein des quartiers prioritaires ? Quels leviers pour réduire les inégalités ? – Mars 2018**

SITES WEB

- **Agence Nationale de la Cohésion des Territoires**
agence-cohesion-territoires.gouv.fr/
- **Cours des Comptes**
ccomptes.fr/fr
- **Ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance**
economie.gouv.fr/

VIDÉOS

- **Marseille : immersion dans les quartiers nord confinés – Reportage Brut**
– Mai 2020
- **Association Avec Nous : Fabriques numériques des quartiers populaires - Mission Société Numérique**
– Décembre 2020



Louvre & Paix - La Canebière
CS 41858 - 13221 Marseille cedex 01
☎ 04 88 91 92 90 ✉ agam@agam.org

Toutes nos ressources @ portée de clic sur www.agam.org
Pour recevoir nos publications dès leur sortie, inscrivez-vous à notre newsletter

Directeur de la publication : Christian Brunner
Rédaction : Nicolas Sablier, Peggy Rousselot, Clémentine Yvorel - Conception / Réalisation : Pôle graphique Agam
Photographie Laure-Agnès Caradec / Benjamin Bechet / Marseille - Juin 2021 - Numéro ISSN : 2266-6257
© Agence d'urbanisme de l'agglomération marseillaise